

Brexit

L'Europe doit gagner la négociation !

Le déclenchement de la procédure de sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne au titre de l'article 50 du Traité de Lisbonne ouvre une période de négociation de deux années dont l'issue sera lourde de conséquences pour l'avenir de l'Europe. Ni va-t-en guerre, ni ingénus : les négociateurs de l'UE devront à la fois préserver un « bon voisinage » avec Londres, mais aussi faire en sorte de démontrer, économiquement et politiquement parlant, que le « bon choix » c'était de rester dans l'Europe, et non de la quitter. Sinon, gare à l'effet de contagion parmi les pays contributeurs !

Dès 1957 et le traité de Rome, dont on vient de célébrer le 60ème anniversaire, la construction européenne a mis en œuvre un principe simple : à travers un budget européen auquel chacun contribue au pro-rata de ses ressources, l'UE engage un programme de dépenses défini en fonction des besoins de chacun. Les territoires en retard ont des besoins forts et des ressources faibles : ils sont les bénéficiaires de la solidarité issue de l'Union. Les plus développés ont moins de besoins et plus de moyens : ils sont les « contributeurs nets », là où le retour direct des politiques européennes à travers les subventions est moindre en volume financier que la contribution apportée au budget de l'Union. Mais la contrepartie est ailleurs : sans compter le bénéfice politique d'un espace géostratégique écartant les risques de conflits grâce à la construction européenne, leurs économies trouvent un « retour d'investissement » dans ces mécanismes de solidarité par le développement général qu'ils induisent, et dont leurs acteurs économiques profitent.

C'est un peu le raisonnement que l'on connaît en matière de don du sang : correctement dosée, la ponction faite au donneur est presque insensible, tout en apportant une meilleure santé à ceux qui l'entourent, ce qui contribue en retour à sa propre prospérité. Avec deux limites qui doivent encadrer le dispositif : trop de ponction rendrait le donneur exsangue, et pas assez de solidarité créerait des frustrations nuisibles à l'esprit européen dans les territoires aux standards de vie les plus relégués.

Ce sont ces déséquilibres qui fondent la montée des populismes, notamment celui des plus « riches », en France, en Suède, en Scandinavie, et bien sûr au Royaume Uni. Le paradoxe vicieux est que ce populisme capitalise la frustration des oubliés de la prospérité globale de ces pays avancés en PIB, à savoir les habitants des banlieues pauvres, des cités ouvrières devenues sans perspective en raison des mutations économiques, ou encore un territoire rural déclassé et désertifié. Mais ne sous-estimons pas les dangers du populisme dans les pays les plus pauvres, en Grèce par exemple, si la désespérance venait à s'emparer du corps social. Les signaux d'alerte se font entendre aussi de ce côté là.

Dans le Brexit, deux dossiers seront éminemment sensibles : celui des territoires qui veulent rester européens, Irlande du Nord par réunification de l'Irlande, et Ecosse via un referendum pour son indépendance, et celui du « marché unique » dont le secteur bancaire londonien a été jusqu'à présent parmi les plus grands bénéficiaires.

L'Europe doit montrer la force de son modèle économique intégré et gagner la négociation, ce qui, concrètement, signifie qu'il devra y avoir un perdant, Londres, et un gagnant, le reste de l'Europe.

D'autre part, Irlande du Nord et Ecosse ont fait, et largement (62% pour l'Ecosse !) le choix de l'Europe. L'Europe doit soutenir ceux qui la soutiennent ! C'est une question de survie politique. Sinon elle s'expose demain à ne plus être soutenue par personne !

Comment peut-elle le faire ? Tout simplement en tendant la main au gouvernement nationaliste écossais pour l'assurer que l'issue favorable du referendum d'indépendance trouverait un accueil favorable de la part de l'UE. Car l'Ecosse est partagée sur son avenir. L'indépendance avait rassemblé 45% des voix en septembre 2014. Dans les derniers sondages ses partisans sont 46% aujourd'hui, ce qui, dans ce baromètre qui mesure cette même question depuis 1999, est le plus haut score jamais atteint. Dans les deux ans qui viennent, le pari du SNP est que ce score va croître jusqu'à emporter le scrutin. Mais dans le même temps l'euro-scepticisme progresse en Ecosse aussi, comme dans l'ensemble britannique en général.

En fait l'issue du referendum écossais dépendra de la façon dont l'Europe agira dans les mois à venir vis à vis du Brexit. Elle y joue son propre avenir. Et celui de l'Ecosse aussi.